

LA
DÉPÉCORATION

OU

**DIMINUTION RELATIVE DU BÉTAIL
DE L'EUROPE OCCIDENTALE**

AVEC EXAMEN DES RESSOURCES EN VIANDE

QUE FOURNISSENT

LA RUSSIE, L'AMÉRIQUE & L'AUSTRALIE

D'APRÈS UNE COMMUNICATION FAITE

à la Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace, à Strasbourg

PAR

AUG. ZUNDEL

Vétérinaire supérieur d'Alsace-Lorraine,
Secrétaire général de la Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace,
Membre honoraire de la Société industrielle de Mulhouse,
Correspondant de l'Académie royale d'agriculture de Turin,
de la Société centrale de médecine vétérinaire de Paris,
de nombreuses Sociétés vétérinaires et agricoles,
Chevalier de l'ordre de Saint Stanislas de Russie.

STRASBOURG

TYPOGRAPHIE DE G. FISCHBACH

1879

The End of the World

LA DÉPÉCORATION

quie.
stock
2

LA
DÉPÉCORATION

OU

DIMINUTION RELATIVE DU BÉTAIL
DE L'EUROPE OCCIDENTALE

AVEC EXAMEN DES RESSOURCES EN VIANDE

QUE FOURNISSENT

LA RUSSIE, L'AMÉRIQUE & L'AUSTRALIE

D'APRÈS UNE COMMUNICATION FAITE

à la Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace, à Strasbourg

PAR

AUG. ZUNDEL

Vétérinaire supérieur d'Alsace-Lorraine,
Secrétaire général de la Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace,
Membre honoraire de la Société industrielle de Mulhouse,
Correspondant de l'Académie royale d'agriculture de Turin,
de la Société centrale de médecine vétérinaire de Paris,
de nombreuses Sociétés vétérinaires et agricoles,
Chevalier de l'ordre de Saint Stanislas de Russie.



STRASBOURG

TYPOGRAPHIE DE G. FISCHBACH

1879

87784
29/5/00

LA

DÉPÉCORATION

DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Entre autres nombreux et très intéressants renseignements que donne M. L. de Laverrgne (1) sur la production agricole de la France, sur les changements survenus dans les vingt-cinq dernières années, nous trouvons que, d'après la statistique, le nombre des animaux de boucherie a plutôt diminué qu'augmenté; que tout ce qu'on peut accorder, c'est que la production est restée stationnaire; que le supplément devenu nécessaire pour la consommation a été fourni par l'importation, qui a pris des proportions considérables.

Ce que l'éminent économiste dit de la France est vrai aussi pour bien d'autres nations de l'Europe, et l'on constate en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Autriche, d'une part une augmentation considérable dans la consommation de la viande, d'autre part une production de bétail devenant de plus en plus insuffisante.

M. Lambl, professeur d'agriculture à Prague, qui a fait une étude approfondie et sérieuse de ce phénomène économique, l'a appelé du nom de *dépécoration* (2). De même qu'on

(1) *Economie rurale de la France*, 4^e édition, 1878.

(2) Lambl. *Dépécoration* (Viehabnahme) in *Europa*. Leipzig 1878.

appelle dépopulation la diminution de la population humaine d'un pays, il appelle dépécoration (*pecus, pecoris*, bétail, toute sorte d'animaux qu'on élève) la diminution des produits de l'élevage.

Cette dépécoration peut être absolue ou relative: elle est absolue quand la production animale d'un pays va d'année en année en diminuant, que l'élevage devient d'année en année moindre; elle est relative quand, quand même il y a progrès dans l'élevage, augmentation du nombre des animaux, cette augmentation ne marche pas pas à pas avec l'augmentation de la population humaine, avec l'augmentation du besoin d'animaux domestiques. Bien souvent les deux formes de la dépécoration marchent ensemble, étant absolue pour une espèce animale, relative pour une autre.

Il est incontestable que dans ces derniers temps l'on a donné partout plus de soins à l'élevage du bétail. Rien que pour demander au sol un plus grand rendement, pour faire de la culture intensive, pour produire plus de fumier, on a entretenu un plus grand nombre d'animaux. Des encouragements de toute sorte ont été réservés à la plus grande production de bétail, à l'amélioration des animaux de rente. Le plus grand encouragement fut l'augmentation considérable du prix de tous les produits animaux, de la viande notamment.

Ces puissants encouragements n'ont cependant pas suffi; l'offre n'a pas pu suivre la demande, parce qu'il s'est heurté aux difficultés particulières que présente l'extension des cultures destinées à nourrir le bétail. On a beau s'aider des engrais chimiques, la production fourragère a toujours ses limites, et en admettant même que le sol puisse fournir tous les éléments nécessaires pour un fourrage abondant et bon, qu'on lui rende exactement tous les éléments organiques ou inorganiques qu'on lui enlève, l'on viendrait encore se heurter finalement à un manque d'espace.

Nous ne voulons pas dire par là qu'on ait tout fait pour produire la plus grande somme d'animaux de rente; pour bien des pays de l'Europe une pareille prétention serait mal placée et, il y a encore beaucoup à faire dans ce champ spécial. Nous voulons dire que la dépécoration relative est un phénomène inévitable; on aura beau produire abondamment du bétail, un moment viendra où cette production ne pourra plus être augmentée, où elle sera insuffisante, où le pays le meilleur producteur sera obligé de recourir à l'importation (1). Le temps n'est plus où l'on pouvait dire qu'un grand pays ne doit jamais dépendre de l'étranger quand il s'agit de son alimentation; il faut au contraire des échanges dans les approvisionnements, parce que les pays ne peuvent se suffire particulièrement et isolément; il faut entre les nations des relations analogues à celles que la Société a créées entre les hommes.

L'étude que nous nous proposons de faire ici a pour but d'examiner le degré auquel la dépécoration est déjà arrivée dans divers pays d'Europe et les moyens qu'il y a d'en combattre ou neutraliser les effets.

Dans quelques pays, les progrès dans l'élevage ont été plus

(1) Tout homme ayant quelque connaissance économique sait maintenant qu'un excédent d'importations n'est pas un mal, comme on l'admettait, et que la théorie de la balance du commerce, la nécessité de compenser les importations par les exportations est une vaine préoccupation. Un statisticien autrichien, M. de Neumann-Spalart, a additionné les importations et les exportations de tous les pays du monde : au premier abord il semblerait que les deux termes dussent s'équivaloir, puisqu'on n'importe dans un pays qu'à la condition d'exporter d'un autre. Il n'en est rien cependant. M. de Neumann-Spalart a trouvé qu'en 1876 les importations du monde entier avaient dépassé de 4 milliards 912 millions les exportations. D'où venait cet excédent? De ce que dans tous les pays la manière d'évaluer les importations est différente de celle que l'on emploie pour les exportations. Dans l'estimation de celles-ci on ne comprend pas les bénéfices du fabricant, les frais de commission, de transport, d'assurances, etc.

considérables que dans d'autres; l'Angleterre notamment a développé sa production animale dans des limites considérables; elle produit en animaux environ le double de ce qu'elle fournit en produits végétaux; l'ouest et le centre de la France en ont fait de même; en ce moment on constate des efforts extraordinaires dans le nord de l'Allemagne, dans les Pays-Bas. Ces efforts ont été moindres, parfois même faibles, dans l'est de la France, dans l'Allemagne méridionale; ils ont été presque nuls dans le midi de l'Europe. S'il n'a pas été possible de partout augmenter le nombre des animaux de rente, si parfois même il a fallu en réduire le nombre, on en a assez généralement amélioré la qualité; on les a grandis et surtout rendus plus aptes à la boucherie. Les animaux devenus plus précoces ont été livrés plus tôt à la boucherie et les propriétaires ont pu renouveler plus vite leur cheptel; les céréales produites en trop grande abondance et n'ayant plus leur ancienne valeur, ont servi à l'alimentation du bétail, qui en est devenu meilleur.

Malgré ces progrès, dont la statistique malheureusement ne tient pas compte, l'augmentation de la production d'animaux de boucherie n'a pas marché de front avec la consommation et il a fallu que presque tous les pays aient recours à l'importation, laquelle, grâce aux chemins de fer, à la navigation à vapeur, a pris des proportions jusqu'ici inconnues.

L'étude particulière de la production animale dans les divers pays, surtout de celle d'animaux de boucherie, nous montre que partout il y a eu progrès dans l'élevage jusqu'après 1850, grâce aux idées rationnelles qui se faisaient jour partout. Mais à cette époque les forces vives des nations se sont portées trop exclusivement sur l'industrie et le commerce, créant une augmentation de la richesse publique que nous pouvons dire fictive, puisqu'elle a amené la crise actuelle. La production et l'utilisation des matières pre-

mières, particulièrement des objets les plus utiles à la consommation, ne se trouvaient plus assez dignes de l'examen des économistes. C'est à cette époque aussi que les chemins de fer ont commencé leurs services internationaux et, pourquoi ne le dirions nous pas, que les nations ont trop brusquement proclamé la libre entrée dans leurs pays des produits de l'agriculture. La consommation augmentant rapidement a provoqué des importations dont on n'avait pas l'idée auparavant.

Quand dans une contrée est venu s'adjoindre encore une augmentation de la population, comme cela a été le cas pour la plupart des pays cités, alors le manque de bétail est encore devenu plus sensible, la dépécoration a augmenté d'année en année dans une proportion presque géométrique. L'importation a alors augmenté dans une échelle analogue, puisqu'il n'y avait plus la demande simple attirant l'offre, mais l'appât d'un bénéfice extraordinaire. Quand cette importation ne s'établissait pas, parce que le commerce ou l'industrie faisait défaut et qu'il n'y avait pas de bénéfice pour l'importateur, l'émigration de la population était pour ainsi dire forcée, ainsi que cela a été constaté par Adam Smith.

Ainsi que nous l'avons fait pressentir, la dépécoration est surtout forte en Angleterre, ce pays à population dense et à grande consommation de viande (1); depuis fort longtemps ce pays est tenu à l'importation.

L'accroissement progressif de l'alimentation étrangère, depuis les vingt dernières années, est merveilleux, dit M. de la Tréhonnais; la valeur des céréales étrangères et de la viande importées s'était élevée à 875 millions en 1857; elle est montée à 2 milliards 750 millions en 1876. Le plus grand accroissement proportionnel a été dans l'importation des produits ani-

(1) La consommation moyenne annuelle de viande en Angleterre était en 1868 de 35 kilogrammes par habitant; en 1877 elle était de 46 kilogrammes; elle est en moyenne de 120 kilogrammes à Londres.

maux : animaux vivants, viande fraîche et salée, poisson, œufs, beurre et fromages, denrées dont la valeur annuelle dans cette période s'est élevée de 175 millions à 900 millions de francs. La valeur des objets importés est à peu près le tiers de la production indigène d'aliments végétaux ou animaux, ainsi que cela résulte des chiffres suivants empruntés à un tableau publié récemment par la Société royale d'Angleterre (1) :

	PRODUCTION	
	Indigène.	Étrangère.
Valeur des produits végétaux, blé, etc . .	3,143,425,000.	1,313,437,500
Valeur des produits animaux	3,175,000,000.	901,250,000
La production indigène en viande de boucherie est de	1,225,000,000 kg.	
La production étrangère		315,000,000 »
Total.	1,540,000,000 kg.	

La valeur de la production indigène en viande de boucherie est de 2,175,000,000 fr.

De la production étrangère	551,250,000 »
Total.	2,726,250,000 fr.

En consultant les tableaux statistiques, nous constatons qu'il y a en Angleterre, ou plutôt dans les îles Britanniques, puisque nous comptons aussi l'Irlande, dépeccation absolue. En effet on comptait :

en 1871. . . .	9,429,602 bêtes bovines,
—	31,348,290 moutons,
—	4,136,616 porcs.
en 1874. . . .	10,221,036 bêtes bovines,
—	34,827,597 moutons,
—	3,537,354 porcs.

(1) *L'Agriculture de l'Angleterre*. Traité publié à l'occasion du Congrès international d'agriculture de 1878, par la Société des Agriculteurs de France.

en 1875. . . .	10,162,787 bêtes bovines,
—	33,491,948 moutons,
—	3,495,167 porcs.
en 1877 (1). . .	9,697,000 bêtes bovines,
—	32,157,000 moutons,
—	3,964,000 porcs.

Si nous transformons d'après un système assez employé, notamment par MM. Lambl, Menier et autres, ce chiffre d'animaux en kilogrammes de poids vif, en comptant pour les bêtes bovines une moyenne de 275 kilogrammes, pour les petits animaux 30 kilogrammes, nous trouvons que l'Angleterre entretenait :

en 1871.	3,597,800,000 kg.
en 1874.	3,979,500,000 —
en 1875.	3,924,803,000 —
en 1877.	3,750,305,000 —

De 100 kilogrammes en 1874, la quantité de bétail est donc descendue à 98 en 1875, à 94 en 1877.

Or pendant que la population animale allait ainsi en diminuant, la population humaine augmentait; on comptait :

en 1861	28,892,000 habitants.
en 1871	31,349,000 —
en 1874	32,394,000 —
en 1875	32,634,000 —
en 1877	33,013,000 —

On pouvait compter pour 1 habitant :

en 1871.	114,76 kg. de poids vif.
en 1874.	122,73 —
en 1875.	120,27 —
en 1877.	113,60 —

La dépeccoration marche donc d'une façon tout à fait

(1) Cette réduction de 1877 est certainement due en partie au manque de fourrage en 1875 et 1877, qui a déterminé beaucoup d'éleveurs à vendre leur jeune bétail.

inquiétante et il n'est pas étonnant que certains économistes et surtout des producteurs anglais cherchent à mettre des entraves aux trop fortes importations de bétail et de viande, parce qu'évidemment cette importation, par la concurrence qu'elle fait au bétail indigène, décourage plus ou moins l'élevage.

Pour empêcher la concurrence que leur faisait le bétail de la Bretagne et de la Normandie d'une part, celui de l'Allemagne, voire même de l'Autriche d'autre part, nous voyons aujourd'hui les Anglais prendre pour prétexte le danger des épizooties et devenir ainsi protectionnistes sans le paraître. Tout récemment M. J. Howard, dans le club des fermiers de Londres, a dit que si l'Angleterre tient à une bonne législation de la police sanitaire pour les animaux domestiques, elle le fait parce qu'elle perdra moins de bétail par suite de maladies contagieuses, et *surtout* parce qu'alors elle tirera peut-être de son propre fonds toute la viande fraîche que réclament les besoins de son alimentation. Les hauts prix que dans les îles Britanniques on paye pour la viande de boucherie ne sont pas suffisamment rémunérateurs pour encourager à un plus fort élevage, et cependant cette augmentation a été de 35,5 p. 100 pour le bœuf, de 45 p. 100 pour le mouton dans l'espace de vingt-deux ans, toujours d'après M. Howard.

Si d'Angleterre nous passons en France, nous trouvons d'une part une appropriation moins directe des divers animaux au service de la boucherie; la bête bovine trop souvent est encore bête de travail, et le mouton, par ci par là, encore trop producteur de laine; les animaux (bêtes à cornes et porcs) sont surtout moins précoces qu'en Angleterre. Des progrès considérables ont cependant été faits dans les derniers vingt-cinq ans, surtout dans l'appropriation à la boucherie, comme en a témoigné l'Exposition de Paris, et malgré cela, on dirait presque à cause de cela, la déperdition a marché vite, surtout celle relative.

L'importation de bétail, en 1849, était à peu près nulle, la presque totalité des animaux de boucherie était élevée en France; tandis qu'en 1869 la France en a fait venir du dehors pour plus de 120 millions. Les chiffres suivants prouvent que les importations de bétail et de viandes (fraîches ou salées) suivent une marche ascendante :

	Boeufs.	Vaches et veaux.	Moutons.	Viandes.
		(En mille francs.)		
1849. .	544	4,355	1,612	256
1859. .	9,091	18,325	15,994	1,462
1869. .	31,885	34,141	60,042	7,920
1876. .	33,933	24,432	78,877	15,646

Pendant que l'importation allait en augmentant dans une proportion presque géométrique, l'exportation n'augmentait que dans une proportion arithmétique, dans une mesure dont les chiffres suivants donneront l'idée :

	Boeufs.	Vaches et veaux.	Moutons.	Viandes.
		(En mille francs.)		
1849. .	3,438	1,192	1,171	769
1859. .	7,756	4,580	2,498	1,025
1869. .	18,445	4,499	3,030	3,847
1876. .	13,513	14,351	3,539	6,853

Évaluée en nombre de têtes, l'importation d'animaux vivants était en 1835 de : 43,075 bêtes bovines, 138,400 moutons et 9,300 porcs; en 1846 de : 44,773 bêtes bovines, 141,900 moutons et 9,000 porcs; en 1856 de : 66,002 bêtes bovines, 161,600 moutons et 14,300 porcs; en 1860 de : 130,619 bêtes bovines, 477,900 moutons, 64,700 porcs; en 1863 de : 170,437 bêtes bovines, 638,500 moutons et 86,500 porcs; en 1873 de : 163,000 bêtes bovines; 1 million 586,000 moutons; 75,000 porcs; en 1877 de : 210,000 bêtes bovines; 2 millions 500,000 moutons; 196,000 porcs.

Ces chiffres d'importation sont d'ailleurs sujets à de grandes variations suivant l'état des récoltes en dedans ou en

dehors, suivant la marche des affaires, suivant qu'il y a des vides par épizootie, etc. Ainsi la France n'a plus demandé à l'étranger que pour 88 millions de francs de bétail en 1874, au lieu de 133 millions en 1873 et 153 millions en 1872; elle a réduit ses importations de viandes fraîches et salées à 15 millions de francs pour les dix premiers mois de 1874, au lieu de 27 et 29 millions pendant la période correspondante de 1873 et 1872.

Dans l'augmentation de l'importation d'animaux vivants en France, il y a surtout à noter celle fournie par l'Italie et l'Algérie (1).

Pour l'Italie on a constaté l'importation suivante en France.

	1875	1876	1877
Bœufs	24,826	44,252	78,680
Vaches	9,104	17,814	41,381
Veaux	10,628	15,138	17,694
Moutons . . .	141,230	194,583	234,615
Porcs	16,506	66,262	74,373

Les importations de bœufs algériens sont aussi en progression considérable. Les convois de la colonie ont été de :

1,150 en 1875
 18,085 — 1876
 29,354 — 1877

Si maintenant nous comparons les données de la statistique dans différentes années, nous trouvons :

En 1840 9,936,538 bêtes bovines;
 — 32,151,430 moutons et chèvres;
 — 4,910,721 porcs;

soit un poids vif de. 3,844,406,000 kg.

(1) Tout récemment on annonçait l'intention qu'aurait le commerce de Marseille d'établir de grands docks avec marchés de bestiaux, où l'on ne recevrait pas seulement le bétail d'Italie et d'Algérie, mais aussi du bétail russe arrivant d'Odessa. L'idée est excellente, mais le moment mal choisi, puisqu'en ce moment la peste bovine sévit dans tous les gouvernements russes avoisinant la mer Noire.

La population humaine était de 34,230,178 habitants; il y avait donc pour un habitant 110^{kg},47.

En 1852 l'on comptait.	. 13,954,294 bêtes bovines;
— —	33,281,592 petits ruminants;
— —	5,246,403 porcs;
soit un poids vif de.	. 4,994,465,000 kg.

La population était de 35,783,170 habitants; il y avait donc pour un habitant 139^{kg},68.

En 1862 l'on comptait.	. 12,811,589 bêtes bovines;
— —	29,529,678 petits ruminants;
— —	6,037,543 porcs;
soit un poids vif de.	. 4,590,580,000 kg.

La population était de 37,386,161 habitants; il y avait donc pour un habitant 123^{kg},79.

En 1866 l'on comptait.	. 12,733,188 bêtes bovines;
— —	30,386,233 petits ruminants;
— —	5,889,621 porcs;
soit un poids vif de.	. 4,410,045,000 kg.

La population était de 38,067,044 habitants; il y avait donc pour un habitant 115^{kg},84.

En 1872 l'on comptait.	. 11,721,459 bêtes bovines (1);
— —	26,829,951 petits ruminants;
— —	5,751,956 porcs;
soit un poids vif de . .	. 4,094,726,000 kg.

La population était de 36,102,921 habitants; il y avait donc pour un habitant 113^{kg},40.

Ainsi, après un mouvement ascensionnel de 1840 à 1852, il y a eu de la dépecoration absolue et relative dans les années ultérieures et cela accompagné d'une plus grande consommation de viande (la moyenne annuelle par habitant a augmenté, de 20 kilogrammes qu'elle était en 1838, à 24

(1) Cette réduction est due d'une part aux dégâts de la peste bovine, d'autre part à la perte de l'Alsace-Lorraine.

en 1852, à 31 en 1872) et d'une augmentation de prix de la viande de plus de 50 p. 100.

Pour l'Empire d'Allemagne les documents de la statistique font un peu défaut. Depuis que les frontières de Russie et d'Autriche-Hongrie sont à tout moment fermées, l'importation est bien réduite, car nous ne saurions considérer comme telle l'introduction en contrebande, bien qu'elle soit considérable. Pour 1871 on avait importé en Allemagne :

275,393 bêtes bovines;

2,300,000 moutons;

tandis qu'on a exporté la même année :

235,750 bêtes bovines;

1,850,000 moutons.

En 1873, on a importé des animaux vivants et des produits alimentaires animaux pour une valeur de 450,400,000 marcs et il a été exporté à peu près la moitié.

En 1871 on comptait pour l'Empire d'Allemagne :

15,776,702 bêtes bovines;

27,319,408 petits ruminants;

7,124,088 porcs;

soit un poids vif de. . . 5,270,976,000 kg.

La population était de 41,058,792 habitants; il y avait donc pour un habitant 128^{kg},37.

En 1874 l'on comptait. . . 14,386,791 bêtes bovines;

— — 24,323,438 petits ruminants;

— — 6,340,415 porcs;

soit un poids vif de. . . 4,871,137,000 kg.

La population était de 42,757,812 habitants; il y avait donc pour un habitant 113^{kg},23.

D'après ces chiffres, il y aurait donc dépeccoration absolue et relative en Allemagne; il faut cependant se rappeler qu'en 1874 le bétail avait diminué en plusieurs pays à la suite du manque de fourrage. La dépeccoration n'en est pas moins pro-

bable, puisqu'on la constate dans les divers États qui constituent l'Empire allemand, excepté en Prusse.

Reconnaissons ici que les chiffres de statistique que nous donnons pour les divers pays de l'Europe, n'ont qu'une valeur relative, attendu que les recensements de bétail ont en général été rares dans ces pays, qu'ils se sont fait à des intervalles trop considérables et que surtout ils n'ont pas été opérés d'après des bases uniformes, aux mêmes époques de l'année. Enfin on n'y trouve pas les soins de toute nature qu'exigent de semblables opérations pour donner des résultats dignes de foi. Néanmoins, tout en leur contestant une valeur absolue, ces chiffres n'ont pas moins une valeur réelle, en ce qu'unaniment ils prouvent une diminution relative du bétail, que le raisonnement d'ailleurs lui-même démontre comme réelle.

Pour le duché de Bade(1), le calcul donne pour 1867, où il y avait 1,438,872 habitants, 184,420,000 kilogrammes de poids vif de bétail, soit par habitant 128,16. — En 1870, avec 1,461,562 habitants, il y avait 182,825,000 kilogrammes, soit 125,29 par habitant. — En 1873, avec 1,490,000 habitants, 134,45 par habitant. — En 1877, avec 1,507,179 habitants, il y avait un poids vif de 178,785,000 kilogrammes, ce qui donne 118,63 pour un habitant.

Ainsi de 1867 à 1877, c'est-à-dire en dix ans, il y a eu une réduction de 100 à 92,69; il est vrai qu'on avait passé par le haut chiffre de 1873 qui est représenté par 106,60; l'abondance du fourrage a évidemment de l'effet sur la dépeccoration absolue, mais la dépeccoration relative est réelle.

(1) Voici les chiffres pour le duché de Bade :

	Bêtes bovines.	Petits ruminants.	Porcs.
1867	607,828	235,052	339,568
1870	596,389	245,423	384,522
1873	660,405	252,630	371,389
1875	626,026	249,282	344,320
1876	568,046	239,795	321,191
1877	590,155	216,391	337,060

Le même phénomène existe dans le Wurtemberg (1), qui pour sa population de 1,778,600 habitants en 1867, avait 300,367,500 kilogrammes de poids vif, soit 168,84 par habitant. — En 1873, pour 1,818,539 habitants, il y avait 287,065,000 kilogrammes de poids vif seulement, soit 157,89 pour un habitant. Il y avait donc une dépecoration dans la proportion de 100 à 93,42, alors que la population humaine avait augmenté de 100 à 101,1.

La Bavière (2), pour 4,807,440 habitants qu'elle avait en 1863, entretenait un poids vif de 959,020,000 kilogrammes, d'où 199,50 par habitant. — En 1873, pour 4,852,026 habitants, le poids vif est tombé à 898,230,000 kilogrammes, d'où 185,10 seulement par habitant. — Il y a donc dépecoration réelle, absolue et relative; en dix ans elle est descendue de 100 à 92,78, alors que la population humaine était montée de 100 à 100,92.

Une dépecoration analogue existe pour la Saxe (3), pour le royaume comme pour les duchés; il est inutile de nous y arrêter et nous examinerons de suite la Prusse, où nous attend une situation différente. — En 1867, pour 23,970,941 habitants de la Prusse (4), il y avait en poids vif 3,013,570,000 kilogrammes, soit pour un habitant 125,71. — En 1873, où la popu-

(1) Voici les chiffres pour le Wurtemberg :

	Bêtes bovines.	Petits ruminants.	Porcs.
1867	979,917	798,918	263,504
1873	946,228	615,595	267,350

(2) La Bavière comptait en :

1863.	3,162,456	2,188,865	922,453
1873.	3,066,263	1,436,070	872,098

(3) Le royaume de Saxe comptait en :

1861.	638,640	462,890	270,402
1867.	625,260	397,087	325,564

(4) La Prusse comptait en :

1867.	7,996,000	22,281,000	4,875,000
1873.	8,612,000	21,101,000	4,278,000

lation est montée à 24,789,252 habitants, il y a 3,139,670,000 kilogrammes de poids vif, d'où 126,65 pour un habitant. — Il n'y a donc pas dépeccoration et la production du bétail a monté de 100 à 101. La Prusse est, d'après M. Lambl, la seule province de l'Allemagne où il y ait eu progrès dans la production relative du bétail, et cependant l'élevage des moutons et des porcs y a diminué.

La même absence de dépeccoration existe dans l'Oldenbourg.

Dans les Etats scandinaves, en Suède comme en Norvège, la dépeccoration est très forte, surtout en suite de l'augmentation considérable de la population.

Dans le Danemark même, malgré une augmentation considérable dans l'élevage du bétail (1), celle-ci n'a pu marcher avec l'augmentation de la population humaine et il y a légère dépeccoration. — En 1861, pour 1,617,284 habitants, il y avait un poids vif de 369,249,000 kilogrammes, soit 228,35 par habitant. — En 1871, pour 1,794,733 habitants, il y a un poids vif de 407,594,000 kilogrammes, soit 227,17 par habitant.

La situation de la Hollande (2) est bonne également; ici comme en Danemark, l'augmentation de la population animale a presque marché de pair avec l'augmentation de la population humaine; elle semble même avoir marché d'un pas plus fort. En 1867 (l'année de la peste bovine), pour 3,605,730 habitants, il y avait comme poids vif 427,024,000 kilogrammes, soit 118,45 pour un habitant. — En 1873, pour 3,674,402

(1) Le Danemark comptait en :

	Bêtes bovines.	Petits ruminants.	Porcs.
1861.	1,118,774	1,751,950	300,928
1871.	1,228,898	1,842,421	442,421

(2) La Hollande comptait en :

1867.	1,410,822	1,015,090	320,058
1873.	1,482,091	1,047,685	360,258

habitants, il y avait comme poids vif 436,038,000 kilogrammes, soit 118,68 pour un habitant.

En Belgique également la production animale a su marcher de pair, augmenter même, en même temps qu'augmentait la population humaine; néanmoins ce pays à population dense est sujet à de nombreuses importations. L'élevation en Belgique se trouve dans les petits animaux, dans les chèvres et les porcs, tandis que la production des bêtes bovines et des moutons a diminué (1). — En 1856, on comptait pour 4,529,560 habitants, un poids vif de 348,893,200 kilogrammes, soit 77,03 pour un habitant. — En 1866, pour 4,827,833 habitants, le poids vif est de 378,387,000 kilogrammes, soit 78,39 pour un habitant.

Pour l'Espagne les renseignements manquent. — L'Italie (2), en 1866, pour 26,798,000 habitants, avait un poids vif de 1,469,300,000 kilogrammes, ou 54,79 pour un habitant. — En 1874, pour 27,801,000 habitants, il y avait un poids vif de 1,226,775.000 kilogrammes, soit 44,13 seulement pour un habitant. Il y a donc une déperdition très forte qu'il faut attribuer à la trop grande exportation, dont nous avons parlé à propos de la France. Comme dit M. H. Sagnier, l'exportation trop forte de bétail de boucherie n'est nulle part un signe de richesse; mieux vaudrait que la population de ces pays mangeât une partie de la viande qu'elle envoie à l'étranger. L'Italie d'ailleurs n'a fait jusqu'ici que peu de progrès dans l'élevage. Dans la plupart des provinces les quantités

(1) La Belgique comptait en:

	Bêtes bovines.	Petits ruminants.	Porcs.
1856.	1,257,649	583,485	458,418
1866.	1,242,445	586,097	632,301

(2) L'Italie comptait en:

	Bêtes bovines.	Moutons.	Chèvres.	Porcs.
1866.	3,708,000	8,940,000	2,160,000	3,887,000
1874.	3,489,000	6,900,000	1,688,000	3,575,000

d'animaux nourris sur les exploitations sont tout à fait insuffisantes pour la production du fumier nécessaire aux besoins de la culture.

Dans bien des parties de ce beau pays les bêtes à cornes ne séjournent dans les fermes que pendant la durée des travaux de labourage; le reste du temps, elles sont, l'hiver dans les plaines et l'été sur les montagnes, sous la direction des familles de pâtres dont l'existence nomade nous retrace les tableaux décrits dans les *Géorgiques*. Ces familles pastorales sont parfois fort riches; elles vendent le lait, le beurre et le fromage, ainsi que les engrais. — Ce dernier tableau répond complètement à l'élevage de bétail en Grèce (1), où il est très restreint et n'a en vue, d'après M. Tombasio, que le recrutement des animaux nécessaires à la culture.

En Suisse la production du bétail a toujours été en progressant (2), et cependant la dépeçoration s'est produite, la proportion n'arrivant pas à celle qu'il y avait en 1860. Dans cette année, avec 2,519,630 habitants, il y avait un poids vif de 297,768,700 kilogrammes, d'où 118,20 pour un habitant. En 1870, la population était montée à 2,669,147 habitants, le poids vif des animaux élevés à 305,310,000 kilogrammes, et cependant il n'y avait plus que 114,39 pour un habitant. — En 1876, avec 2,759,854 habitants, le poids vif était de 317,616,000 kilogrammes, ce qui fait 115,08 par habitant. La Suisse importe plus d'animaux vivants qu'elle n'en exporte, comme le prouvent les chiffres suivants :

(1) La Grèce comptait en 1875 : 279,500 bêtes bovines, 2 millions 291,900 moutons; 1,836,700 chèvres; 179,662 porcs.

(2) La Suisse comptait en :

	Bêtes bovines.	Moutons.	Chèvres.	Porcs.
1860.	992,895	445,400	374,481	304,191
1870.	995,291	412,825	334,115	306,428
1876.	1,035,930	367,549	396,055	334,515

Importation par têtes.

	Bêtes bovines.	Moutons.	Chèvres.	Porcs.
1860. .	87,848	54,784	13,072	56,060
1865. .	74,211	57,494	9,226	53,260
1877. .	189,775	165,314		

Exportation.

	Bêtes bovines.	Moutons.	Chèvres.	Porcs.
1860. .	51,538	10,965	3,011	21,645
1865. .	75,931	17,496	4,766	28,368
1877. .	162,872	102,896		

On estime que la Suisse a importé en 1877 des matières alimentaires végétales ou animales en plus que ses exportations pour une somme de 240 millions de francs.

Pour le Tyrol les chiffres exacts nous manquent, cependant il paraît que la production du bétail y est en progrès, qu'il n'y a pas de dépecoration.

Pour l'Autriche-Hongrie, qui a toujours joué un grand rôle dans l'exportation du bétail et que bien des auteurs croient encore d'un grand avenir pour la production de viandes de boucherie, il y a cependant au fond de la dépecoration parce qu'on y pousse trop à l'exportation. Pour bien examiner cette situation, nous croyons qu'il importe d'examiner séparément la partie dite allemande (1) et la Hongrie, attendu qu'au point de vue de la dépecoration, les résultats sont différents dans ces deux portions de l'Empire austro-hongrois. En 1857, pour 18,224,500 habitants de l'Autriche propre-

(1) L'Autriche proprement dite comptait en :

	Bêtes bovines.	Moutons.	Chèvres.	Porcs.
1847.	5,222,876	6,473,549		
1857.	8,013,368	5,284,664	1,027,618	3,409,959
1869.	7,225,212	4,905,398	979,104	2,541,473

ment dite, il y avait un poids vif de 2,495,223,000 kilogrammes, d'où 136,92 pour un habitant. — En 1869, pour 20,394,983 habitants, il y avait 2,209,554,000 kilogrammes seulement, soit 108,34 pour un habitant. Il y a donc là une dépecoration considérable, mais qui sans doute est due à quelque cause extraordinaire, à la guerre ou à la peste. Nous n'avons malheureusement pas trouvé d'autres chiffres et M. Lambl lui-même, qui est cependant Autrichien, n'a que ceux cités. Des renseignements fort incomplets fournis pour 1876, auxquels le gouvernement lui-même n'accorde pas grande confiance, annoncent bien une augmentation de 31,000 bêtes bovines depuis 1869, ce que quelques bonnes années exemptes d'épizooties expliquent aisément.

La Hongrie (1), pour une population de 13,768,513 habitants en 1857, avait un poids vif d'animaux de 2 milliards 040,456,000 kilogrammes, soit 144,69 pour un habitant. — En 1869, avec 15,417,327 habitants, le poids vif est monté à 2,054,522,000 kilogrammes, soit 148,11 pour un habitant. Il y a donc eu augmentation de la population animale, marchant de pair avec la forte augmentation de la population humaine; c'est dans les petits animaux domestiques que l'augmentation de la production hongroise est surtout forte.

L'Autriche-Hongrie, qui est un fort producteur et exportateur de blé, néglige relativement sa production de bétail, et pour ce dernier aussi, se laisse trop entraîner par l'esprit d'exportation, quitte alors à remplacer son cheptel par du bétail russe ou roumain. M. Meyer, auteur d'un ouvrage fort estimé sur le commerce du bétail de l'empire d'Autriche (2),

(1) La Hongrie comptait en :

	Bêtes bovines.	Moutons.	Chèvres.	Porcs.
1847.	5,638,000			
1857.	5,646,954	11,281,805	430,973	4,504,905
1869.	5,279,193	15,076,997	572,951	4,443,279

(2) Dr Joh. B. Meyer. *Die Approvisionnement des europäischen Fleischmarktes*. Wien 1869.

estime que la production de bétail pour toute l'Autriche-Hongrie s'est réduite de plus de 2 millions de têtes de bétail de 1857 à 1869, alors que cependant la Hongrie a produit ou importé 80,000 têtes de plus; il admet que la dépeçoration a encore continué dans les dix dernières années. Ce n'est que grâce à des ressources naturelles, et non grâce à une agriculture intelligente, que l'Autriche-Hongrie produit encore relativement beaucoup de bétail; ce qui fait sa richesse, c'est le bétail russe qui gagne en qualité et s'engraisse facilement dans la Gallicie comme en Transylvanie.

Voici les chiffres moyens de l'importation et de l'exportation de bêtes bovines en Autriche-Hongrie, par périodes quinquennales :

	Importation	Exportation
1831 à 1835.	145,667 têtes.	94,291 têtes.
1836 à 1840.	169,634	94,423
1841 à 1845.	169,228	124,155
1846 à 1850.	125,513	90,638
1851 à 1855.	149,876	93,070
1856 à 1860.	130,556	99,670
1861 à 1865.	108,420	138,058
1866 à 1870.	131,685	139,305
1871 à 1875.	179,589	145,986
En 1876.	158,280	204,394
1877.	163,645	258,945

On remarquera que les oscillations dans l'importation ne sont pas aussi grandes que dans l'exportation, et que celle-ci avait pris dans les deux années 1876 et 1877 des proportions extraordinaires. Ils dénotent aussi que la production indigène a dû augmenter, puisque l'exportation dépassait de 50 et 95,000 têtes l'importation. Le Tyrol à lui seul exportait de 40 à 50,000 têtes de bétail (Meyer).

On comprendra d'après ces chiffres le mal qu'a dû faire à

l'Autriche la défense d'importer du bétail en Allemagne, défense décrétée à la fin de 1877 pour cause de danger de peste bovine et conservée en vigueur jusqu'aujourd'hui, quoiqu'il n'y ait pas toujours eu des motifs de police sanitaire, mais bien souvent des spéculations pour favoriser le commerce de l'Allemagne du Nord.

On a souvent recommandé à l'Autriche-Hongrie d'entraver le commerce d'importation de bétail venant de la Russie ou de la Roumanie, de fermer ces frontières pour cause de peste bovine, afin de pouvoir alors librement exporter en Allemagne. Mais non-seulement la Gallicie comme la Bukowine ne vivent que du bétail des steppes que ses agriculteurs engraisent et livrent ensuite à une valeur plus que double au commerce d'exportation, mais encore la frontière austro-russe serait aussi difficile à garder que l'est la frontière prusso-russe; il serait impossible d'y éviter la contrebande du bétail. On enlèverait la base économique d'une bonne partie du pays et la marchandise elle-même pour laquelle on voulait ouvrir les portes de l'exportation cesserait d'être produite abondamment. Comme nous le dirons plus loin, ce n'est pas par des barrières qu'on empêchera la peste bovine de venir d'orient en occident, mais par l'organisation rationnelle et scientifique d'un service sanitaire vétérinaire et international. Remarquons d'ailleurs que les pays relativement tout à fait ouverts à l'importation russe, comme la Gallicie, la Transylvanie, la Hongrie, les Provinces danubiennes, ne sont pas beaucoup plus souvent infestées par la peste bovine, en temps de paix, que ne l'est la Prusse, qu'un cordon sanitaire doit défendre contre ce fléau, mais que la contrebande rompt trop souvent. En fermant les points directement menacés par la peste, lesquels seront connus à temps, grâce au service international, on ne produirait plus les graves perturbations dont souffre aujourd'hui le grand commerce de bétail.

Des chiffres exacts sur la population animale des Provinces danubiennes, comme aussi sur celle de la Turquie d'Europe, font défaut; il y a dans les chiffres quelquefois donnés des différences tellement fortes d'une année à l'autre, qu'ils ne sauraient être utilisés pour des calculs. D'ailleurs dans ces contrées un dénombrement régulier n'est guère possible.

Pour la Russie les chiffres sont moins inexacts, quoiqu'ils soient plutôt le résultat d'estimations que d'un recensement proprement dit (1). — En 1866, pour 63,659,000 habitants, nous avons calculé 7,438,370,000 kilogrammes de poids vif, soit 116,85 pour un habitant. — En 1870, pour 69,500,000 habitants, le poids vif est de 8,050,710,000 kilogrammes, d'où 115,84 pour un habitant. — En 1877, pour 71,000,000 habitants, le poids vif est arrivé à 10,169,000,000 de kilogrammes, soit 143,22 pour un habitant. L'augmentation est donc énorme, presque de 25 p. 100; d'après M. Wolinieff, elle serait même bien plus forte; la population ovine a surtout subi une augmentation considérable. Dans bien des steppes, où autrefois on cultivait le blé pour le marché d'Odessa, on a établi de vastes luzernières qui promettent de bientôt doubler la quantité de bétail. Les mesures qu'on prend contre les épizooties (qui autrefois tuaient en moyenne 400,000 bêtes bovines par an) (2), contribueront également à l'augmentation du chiffre du bétail russe. Enfin, une fois qu'on aura la facile exportation, la vente pour l'Europe occidentale, ce bétail

(1) La Russie comptait en :

	Bêtes bovines.	Moutons.	Chèvres.	Porcs.
1866.	20,938,000	43,770,000	2,500,000	9,235,000
1870.	22,770,000	48,132,000	1,700,000	9,800,000
1876.	28,600,000	64,500,000	1,300,000	11,000,000

(2) Sur ces pertes, il faut en rapporter d'après Jessen :

- 65 p. 100 à la peste bovine,
- 5 p. 100 au charbon,
- 10 p. 100 à la péripneumonie,
- 20 p. 100 à diverses autres maladies (aphtes, dysenterie, cowpox).

deviendra l'objet de soins multiples qui aujourd'hui lui font complètement défaut.

L'exportation de la Russie vers l'Europe occidentale est aujourd'hui fort restreinte et surtout fort difficile à calculer ; la contrebande opère souvent plus fortement que le commerce régulier. Dans les années où l'exportation des bêtes bovines était permise, elle n'était en moyenne et par an que de 3000 bêtes bovines pour la Prusse, d'après M. Renning ; elle était de 25,000 en moyenne pour l'Autriche-Hongrie dans les années antérieures à 1867 et est montée à 45,000 pour les dix dernières années. L'exportation de moutons a été plus considérable, parce qu'elle était moins entravée. Nous ne connaissons pas le nombre de moutons russes importés directement en Allemagne, mais le nombre de ceux qui ont traversé l'Autriche-Hongrie, pour aller en Allemagne et de là en France ou en Angleterre, a été de :

En 1872	81,684
1873	115,977
1874	72,612
1875	80,049
1876	183,725
1877	108,525

Notons ici qu'à la sortie d'Allemagne ces moutons sont inscrits comme venant de l'Empire germanique, et qu'à la douane française ou anglaise aussi ils sont inscrits comme d'origine allemande.

La Russie ne saurait jamais consommer tout ce qu'elle produit en viande et surtout ce qu'elle est encore susceptible de produire, et, comme nous le disons depuis fort longtemps, elle constitue pour le restant de l'Europe une ressource dont il faudra user malgré les dangers de la peste bovine que ses animaux entraînent si facilement à leur suite. Il y a en Russie un trop plein qui se déversera sur l'Europe, malgré toutes les précautions que l'on prend ; la différence de prix du

bétail est trop grande et trop tentante pour la contrebande pour qu'on puisse jamais empêcher celle-ci. La contrebande est facile sur les frontières de la Russie, où souvent de vastes forêts empêchent les rares douaniers d'opérer, où les pâturages des deux contrées se touchent, on pourrait presque dire se confondent, où les habitants des deux côtés de la frontière aident à frauder, et où le contrebandier, après avoir entré en Allemagne le bétail prohibé, rapporte en Russie l'alcool que ces provinces de l'Est produisent presque à vil prix. Tout favorise ce trafic clandestin et il n'est guère possible de fermer plus longtemps nos marchés de l'Occident au bétail des steppes; il faut rompre ces vieilles barrières, laisser ces règlements prohibitifs et permettre aux chemins de fer de nous apporter ce bétail. Pour prévenir la peste, dont les dégâts ne sont que trop réels, puisqu'en huit ans (1869 à 1877) ils sont montés pour l'Allemagne seule à 3,701,955 m. (4,627,887 fr. 75 c.), il n'y aurait qu'à prendre les mesures discutées dans les conférences internationales de Vienne en 1872 (1) et celles que nous avons fait connaître dans quelques travaux spéciaux (2).

On a bien parlé d'abattre les animaux en Russie et de n'emporter dans l'Europe occidentale que les quartiers conservés dans le froid, ainsi que cela se fait depuis quelque temps pour la viande abattue à Vienne et transportée par train-poste à Paris. On dit même que déjà de grands abattoirs se construisent sur la frontière près de Gumbinnen (Prusse orientale) et de Myslowitz (Silésie); que ces abattoirs seront sous le contrôle de l'administration, qu'on n'y tuera

(1) Verhandlungen der Internationalen Conferenz zur Erzielung eines gleichförmigen Vorgehens gegen die Rinderpest. Gehalten vom. 16. März bis 6. April 1872 in Wien.

(2) A. Zündel. *De la peste bovine au point de vue international* Paris 1862. — Id. *Dictionnaire de médecine vétérinaire*. Article Peste bovine. Paris 1877. — Id. *Importation de viandes de Russie*. (Nord-Est Agricole) 1877. — Id. *Le bétail russe et la peste bovine*. Paris 1879.

que du bétail reconnu sain; mais ce ne sera toujours là qu'un moyen chemin. La viande transportée, quels que soient les soins dont on l'entoure, perd toujours de sa qualité, voire même de son poids, et le commerce la considérera toujours comme de moindre valeur.

Nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître les progrès considérables et les garanties de conservation pour la viande que nous présentent les appareils frigorifiques appliqués aux moyens de transport. Quoique ne datant que de 1875, on en compte déjà de nombreux systèmes; les premiers furent appliqués aux bateaux à vapeur par Bate, Creven, Tellier, J.-H. Wickes; depuis ils ont été appliqués aux wagons de chemin de fer par Hammond, Zimmermann, Schreiber, Tiffany et surtout Wickes. Par ces appareils non-seulement on rafraîchit l'atmosphère du réservoir de viande, qui est maintenue ainsi à une température de $+2$ à 4 degrés, mais encore on précipite l'humidité de l'air en condensant la vapeur d'eau, qui entraîne alors les divers germes de fermentation ou de putréfaction. Des wagons de ce genre fonctionnent sur plusieurs lignes d'Autriche pour l'alimentation de Vienne; il y en a aussi qui vont de Vienne à Paris ou à Anvers (pour Londres), et partout on en paraît satisfait; la viande est arrivée partout en un bon état de conservation et complètement propre à la consommation.

Nous nous méfions cependant de ces appréciations de journalistes ou de commissions, nous rappelant fort bien tout ce qui a été écrit sur les viandes rapportées de la Plata par le célèbre Frigorifique et comparant à ce que nous avons vu à la vente à Rouen, où il y avait à la surface des viandes une épaisse couche de chair raccornie dont aucun journal n'a parlé.

On a dit que le transport des viandes en quartiers ne présenterait pas seulement des avantages pour les pays importateurs, mais qu'il y en aurait aussi pour les pays expor-

tateurs. Ceux-ci non-seulement profiteraient des menues viandes et des abattis qui seraient à vil prix, mais elles conserveraient surtout les peaux et autres issus des animaux que le commerce est trop souvent obligé de leur ramener. A l'appui de cette argumentation, M. Meyer (1) cite l'Autriche-Hongrie, dont le mouvement commercial en 1877 a été le suivant pour quelques-uns de ces produits :

	Importation en quintaux	Exportation métriques.
Peaux brutes de bœufs ou de chevaux.	59,755	4,112
Peaux brutes de moutons ou de chèvres.	33,460	10,384
Suif.	63,156	4,917
Os	56,852	13,608
Cornes	11,803	2,208
Cuir ouvrés.	71,758	15,000

Si le transport en quartiers a certains avantages, si surtout il donne des garanties quant à la peste bovine ou la péri-pneumonie, maladies dangereuses pour les autres bêtes bovines, il n'en donne pas quant au charbon et aux autres affections septiques qui constituent un danger pour l'homme même, comme on l'a constaté récemment à Paris. Nous ne sommes pas convaincu de la supériorité du transport des viandes en quartiers sur le transport sur pied, qui conserve des avantages incontestables. Il n'est pas vrai que la viande des animaux transportés vivants en chemins de fer constitue toujours de la viande échauffée; c'est le contraire même qui est vrai. D'un autre côté, remarquons que les transports des animaux en chemin de fer sont susceptibles d'améliorations (2), de manière à ce que les animaux puissent être

(1) Dr Meyer. *Die Approvisionierung des europäischen Fleischmarktes*. Wien 1879.

(2) A. Zündel. Des améliorations à apporter au mode de transport des animaux par les chemins de fer, Paris 1870. — Conférences d'avril 1878 au Reichseisenbahnamt de Berlin.

nourris et soignés en route et qu'ils soient logés tout comme dans une étable. Aujourd'hui déjà, avec des moyens de transport que les Sociétés protectrices des animaux ont avec raison qualifiés de tortures, les bêtes bovines, après un voyage non interrompu de quatre jours, ne perdent que 18 p. 100 de leur poids, dont bonne partie de la provision de fourrage du rumen, et il en meurt 1 p. 1000; dans l'espèce ovine, la perte de poids est de 20 p. 100 et la mortalité de 1 1/2 p. 100.

Si, comme M. Perrault, le sympathique représentant du Canada à l'Exposition et au Congrès agricole de Paris, l'a déclaré (1), du bétail vivant peut-être amené de Québec à Liverpool à bord de bateaux à vapeur dans des conditions telles que, durant les dix à quinze jours de traversée, ces animaux n'ont pas la moindre fièvre, qu'ils augmentent de poids, se développent et s'engraissent, il faut espérer que les chemins de fer arriveront au même résultat. Avec de petits moyens, même des remèdes simples, des boissons rafraîchissantes, voire même des lavements, on parviendra à ce que le bétail arrive à la gare de destination dans le même état parfait de santé et de conservation qu'il avait à la gare de départ.

Nous demanderions surtout que les animaux venant d'un pays suspect ne soient acceptés que pour la boucherie et aillent directement, sous surveillance vétérinaire internationale, dans l'abattoir de quelque grande ville, où un chemin de fer les conduirait jusque dans l'abattoir; ces animaux ne devraient n'avoir aucun contact avec des bêtes destinées à l'engraissement, au travail ou à la laiterie, et être abattus le plus vite possible; ils ne devraient même pas aller au marché ordinaire de l'abattoir, si du bétail de ce marché peut encore aller au dehors. C'est le seul moyen d'éviter toute contagion.

(1) Annuaire de la Société des Agriculteurs de France de 1878. I. 42.

Mais la Russie n'est pas le seul pays qui nous offre une précieuse réserve pour combattre les effets de la dépecoration, de ce phénomène économique que par les progrès agricoles de chaque pays nous pouvons ralentir dans sa marche, mais que l'on ne saurait complètement éviter. Une réserve bien autrement précieuse que celle des steppes, que l'on dit surtout inoffensive au point de vue de la police sanitaire (1), se trouve de l'autre côté de l'Atlantique, en Amérique, dans l'Amérique du Nord comme dans celle méridionale; on parle aussi d'une réserve qui se prépare en Australie.

Nous n'avons pu nous procurer des chiffres exacts sur la population animale des divers pays de l'Amérique; peut-être qu'il n'en existe pas.

Tout le monde sait combien nos animaux domestiques d'Europe, introduits primitivement par les conquérants espagnols, se sont prodigieusement multipliés, et sont devenus plus ou moins sauvages dans ce qu'on appelle le Nouveau-Monde. Les bœufs sont en si grande quantité dans les pampas de la Plata, qu'on ne les tue le plus souvent que pour en avoir le cuir, les cornes et le suif; ce n'est que dans les derniers temps qu'on a pensé utiliser la chair, soit en la salant et la desséchant, soit en en faisant le trop célèbre extrait de viande de Liebig. Mais si les bœufs sont encore presque

(1) Cette innocuité du bétail américain ne paraît pas être aussi complète qu'on le disait. En ce moment même, on vient d'annoncer que du bétail américain a amené la péripneumonie à Liverpool et aux environs, et le conseil privé d'Angleterre a dû interdire toute importation dans les Iles Britanniques du bétail sur pied venant du Canada et des États-Unis. D'après M. Mac Eachran, vétérinaire inspecteur du Canada, les ravages que la péripneumonie fait dans les États de l'est des États-Unis, dans l'État de New-York, le Connecticut, la Pensylvanie, la Virginie et même l'Ohio, seraient tout à fait extraordinaires. Quiconque a eu affaire à la peste bovine et à la péripneumonie sera embarrassé de dire lequel des deux fléaux est le pire.

sauvages et de peu de valeur dans presque toute l'Amérique du Sud, voire même encore au Mexique, il n'en est plus ainsi aux États-Unis ou au Canada. Dans le Kentucky, l'Ohio, l'Indiana, l'Iowa, l'Illinois, le Missouri, le Kansas et le Michigan, l'amélioration des animaux domestiques fait de grands progrès et se traduit par une augmentation sensible du poids moyen des bœufs et des moutons conduits sur les marchés.

Dans l'Ouest, il y a des éleveurs qui exploitent des domaines dont l'étendue varie entre 8000 et 10,000 hectares ; un sieur Iliff, du Colorado, qui vient de mourir, possédait de 40 à 50,000 bêtes bovines. Au Texas, on cite dix propriétaires dont l'ensemble de bétail est de 1,230,000 têtes. On estimait, en 1870, la valeur du bétail des États-Unis à 8,739,000,000 de francs, et l'on parlait de 28,500,000 têtes de bétail, 38,000,000 de moutons et 26,000,000 de porcs (Sheldon).

En ce moment la viande coûte deux fois moins à New-York ou à Philadelphie que sur le marché de la Villette, et, en regard de l'immense étendue de terrains qui demeure encore disponible dans ce pays si nouveau, on est fondé à penser que le prix de cette importante matière alimentaire ne haussera pas sensiblement en Amérique, malgré les exportations, qui deviennent considérables. Les éleveurs américains, avec cette habileté et cette hardiesse qui leur sont particulières, se livrent maintenant à un nouveau genre d'engraissement, spécialement appliqué aux animaux destinés à l'exportation. Dans l'Illinois, par exemple, voici la méthode employée pour mettre le bétail en état. On sème d'énormes étendues de maïs, qu'on partage ensuite en parcs ; on y met d'abord des bœufs ; puis, quand ils ont pris de la graisse, on les remplace par des porcs et, enfin, par des dindons ; tout ce bétail est dirigé vers le port d'embarquement, où il y a des abattoirs spéciaux, munis d'un matériel parfaitement en-

tendu et ayant un personnel d'ouvriers très habiles. En 1867-1868 les États-Unis ont exporté pour 788,395 dollars d'animaux vivants ; en 1877-1878 ce chiffre est monté à 5,814,653 dollars.

Le premier envoi de bœufs vivants d'Amérique en Angleterre date de septembre 1875, et se composait de 37 bœufs ; en 1877, si les renseignements sont exacts, cet envoi serait monté (les envois du Canada compris) à 19,000 bêtes bovines, 23,000 moutons et 810 porcs. Il aurait été, en 1878, de 52,376 bêtes à cornes ; 56,784 moutons et 15,517 porcs, augmentation énorme, si elle est réelle. Les chiffres exacts nous manquent sur la quantité de viande fraîche que l'Amérique envoie aujourd'hui en Europe par plus de cent bâtiments munis de chambres à glace, où la température reste toujours autour de +2 degrés centigrades et où la viande, enveloppée de mousseline et séparée par des barres de bois, est dans les meilleures conditions de conservation, mais nous savons qu'elle a exporté en 1877 pour 51,750,255 dollars de lard et de jambons.

L'on assure que le port de New-York seul a exporté en 1876, 17,731,285 livres anglaises de viande fraîche, en 1877, 42,085,337 livres, et dans les trois premiers mois de 1878, 12,446,042 livres. (224 livres anglaises équivalent à 100 kilogrammes.) Le port de Philadelphie n'a exporté en 1876 que 150,610 livres ; en 1877, 12,790,870 livres, et dans les trois premiers mois de 1878, 2,437,000 livres.

Des renseignements plus complets sur l'exportation des porcs nous viennent d'Anvers (1), le port qui a presque le privilège de ce commerce international. Nous copions textuellement de l'intéressante brochure de notre collègue M. Dèle ce qui suit :

Le chiffre des salaisons (lard, jambons, etc.,) importés des

(1) E. Dèle. Importations de salaisons à Anvers. Bruxelles 1879.

États-Unis à Anvers, s'est élevé, en 1878, à 128,681 caisses et 9,344 barils (1).

Comme chaque caisse ou baril est du poids de 500 livres américaines (220 kil.) environ, l'on peut estimer à plus de trente millions de kilogrammes-la quantité de viande et de lard salés qui ont été, en 1878, importés de l'Amérique du Nord à Anvers.

Ces salaisons proviennent des porcs engraisés dans la plupart des contrées des États-Unis et surtout dans les états de l'Illinois, de Wisconsin, d'Iowa et de Minesotta. L'engraissement des porcs s'y opère surtout au moyen du maïs, qui produit une graisse consistante; il est économique.

Il y a aux États-Unis plusieurs marchés importants de porcs et de viande de ces animaux; tels sont ceux de Chicago, Cincinnati, etc., etc. A Chicago, le nombre d'abatages, par jour, est fabuleux: il s'élève de 20,000 à 60,000, pendant la saison d'hiver, c'est-à-dire de novembre à mars. En été et dans les autres saisons, le nombre des abatages, bien que moindre, est encore considérable. On prépare comme salaison d'été le lard au moyen de la glace (*ice-curred*).

Pour abattre, dépecer et saler un aussi grand nombre de porcs, la main de l'homme ne suffit pas; l'on a recours à des appareils mécaniques.

La plus grande quantité de viande de porc est transportée après salaison et à l'état sec; elle est emballée dans des caisses pouvant contenir en moyenne cinq porcs.

L'importation des salaisons de l'Amérique du Nord a commencé il y a une vingtaine d'années; diverses circonstances en ont favorisé le développement: les droits à l'entrée en Belgique ont été abolis; la consommation locale a augmenté et de nombreux débouchés ont été créés dans tous les pays voisins.

(1) *Précurseur d'Anvers*. Revue commerciale de 1878.

Le *Précurseur d'Anvers* donne les chiffres suivants des quantités importées de 1870 à 1878 :

	Caisses	Barils.
En 1870.	1,335	»
1871.	29,142	»
1872.	114,362	»
1873.	91,688	3,526
1874.	38,115	4,285
1875.	17,243	2,487
1876.	47,333	6,120
1877.	86,578	4,801
1878.	128,681	9,344

Ces importations de salaisons tendent encore à augmenter. Depuis la nouvelle campagne (décembre 1878) jusqu'à ce jour — 12 mars 1879 — il est arrivé à Anvers approximativement 76,000 caisses de lard.

Pendant l'année 1878, Anvers a reçu directement des États-Unis :

	Caisses.	Barils.
De New-York.	83,499	4,925
Philadelphie	23,039	3,262
Boston	2,895	579

Et indirectement, après transbordement :

	Caisses.	Barils.
De la France.	3,191	»
Hambourg	194	254
la Hollande	150	»
l'Angleterre	15,716	321

La production de la viande de porc augmente d'année en année dans les États-Unis; les exportations sont colossales, et comme beaucoup d'étrangers s'en approvisionnent à Anvers, de plus fortes quantités que d'ordinaire ont été dirigées vers le port de cette métropole commerciale, dont le marché a toujours été amplement pourvu en 1878.

Les prix extrêmes pour les lards disponibles ont été ainsi établis pour les 100 kilos :

	Long middles	Short middles
En 1876	fr. 106 et 140	fr. 107 et 143
1877	» 86 et 108	» 92 et 110
1878	» 59 et 93	» 58 et 98

Pour les épaules salées et sèches (shoulders), les prix de 71-72 fr. par 100 kilogrammes, à la fin de 1877, sont descendus, en 1878, à 48-44 fr.

Les jambons salés et secs, cotés 110-112 en décembre 1877, ont été vendus à 78-81 en décembre 1878.

Les jambons saumurés ont trouvé acheteurs à 90 fr. les 100 kilogrammes.

Pour les jambons fumés, les prix ont fléchi, les quatre premiers mois de 1878, de 145-150 fr. à 119-130 fr. les 100 kilogrammes ; puis ils se sont relevés jusque 130-145 fr.

Cette trop forte importation de viande de porcs d'Amérique présente de graves dangers pour la santé publique, attendu qu'il est prouvé que sur cent porcs venant d'Amérique, il y en a en moyenne deux qui sont trichineux, c'est-à-dire qui portent ce parasite microscopique, la trichine, qui trop souvent en ces derniers temps a produit de terribles épidémies.

Un mot seulement de l'Australie. Les riches herbages de la Nouvelle-Galles du Sud constituent aussi une réserve de viande de boucherie pour l'Europe. Aujourd'hui l'on n'y élève encore que peu de bêtes bovines, parce que la viande ne se vend pas assez, et on préfère les moutons, à cause de la laine.

La Nouvelle-Galles du Sud (1) possède 38 moutons par tête

(1) On comptait dans la Nouvelle-Galles du Sud en :

	Bêtes bovines.	Moutons.
1828.	262,868	536,300
1868.	—	9,000,000
1878.	3,141,000	25,500,000

de la population ; on en compte plus de 25,000,000, et si les propriétaires de ces moutons, dit M. Joubert, le délégué de l'Australie à l'Exposition de Paris, cherchaient l'aide de la charrue comme l'ont fait leurs frères des vieux pays, où il y a des pâturages permanents, et où l'on cultive en grand les racines alimentaires, le stock actuel pourrait être doublé et triplé aisément. Notons encore que sur le 3 millions de têtes de bétail, il y a 2 millions d'individus de races perfectionnées ayant du sang de Durham, Hereford ou Devon. Le stock complet du groupe australasien est estimé par M. Joubert à 7,232,000 bêtes bovines et 63,590,000 moutons.

Ce sont là des réserves imposantes, et si aujourd'hui elles ne sont pas encore d'un accès facile pour l'Europe, tout nous promet qu'avec les perfectionnements dans les moyens de transport, qu'avec des traversées plus rapides, cette viande nous arrivera dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui. On se demande même si ces immenses réserves qu'un jour le Nouveau-Monde déversera sur l'Europe, ne feront pas une fâcheuse concurrence à la production européenne ; ne viendront-elles pas pour ainsi dire étouffer le Vieux-Monde ? C'est là une question grave, qui a été discutée au Congrès international de Paris, qu'on a résolue par la négative et sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Disons dès maintenant que cette étude de la dépécoration doit être un stimulant pour nos éleveurs pour toujours produire plus et mieux ; elle doit nous engager à améliorer nos races, à leur donner de la précocité, à augmenter la zone de nos cultures fourragères.

Pour compléter ce travail, il importe d'examiner les causes principales de la dépécoration, afin d'indiquer au moins quelques remèdes.

Comme cause première, nous l'avons déjà dit, se place la plus grande consommation de viande qu'on constate dans

toute l'Europe occidentale. En Angleterre, la consommation annuelle moyenne a monté de 35 kilogrammes par habitant à 46 kilogrammes en un espace de dix ans. En France, l'augmentation est allée de 20 en 1838 à 31 en 1872. En Allemagne, en Suisse, il y a de l'augmentation, qu'on dit même relativement plus forte qu'en France. Il est un fait constant et avéré, c'est que l'usage de la viande se répand de plus en plus dans les classes ouvrières et nous devons vivement nous en féliciter au point de vue économique et sanitaire. Outre que le besoin d'une nourriture substantielle et réparatrice est la conséquence d'un travail plus énergique donné actuellement par l'ouvrier, l'habitude contractée à l'armée par des millions d'hommes de manger quotidiennement de la viande se conserve ensuite lorsqu'ils sont rentrés dans leurs foyers et doit contribuer à l'accroissement continuél de cette consommation.

La consommation de viande a surtout augmenté à la suite de la forte émigration qu'il y a eu de la campagne vers les villes ; on sait que dans bien des villes l'accroissement de la population a été de 25 à 50 p. 100 en moins de vingt ans et que cet accroissement a même été en raison directe du nombre des habitants de ces villes. Or si l'on compte que la consommation de viande dans les villes est toujours au moins le double de la moyenne, on comprendra que la consommation générale a dû augmenter. Si maintenant, d'un autre côté, nous constatons qu'en Allemagne il n'y a que 6,22 p. 100 de la population qui habite les villes (au-dessus de 20,000 habitants), qu'en France il y en a 9,13 p. 100 et en Angleterre même 30,04 p. 100, on comprendra que dans ces deux derniers pays, et en Angleterre surtout, où la tendance à l'agglomération est excessive, la consommation de la viande doit être devenue très forte.

Si maintenant nous constatons que la population humaine de l'Europe occidentale a augmenté de 8 p. 100 dans l'espace

de quinze ans, on reconnaîtra que la production de bétail n'a pas été en mesure de répondre à l'augmentation de la demande. Si nous faisons le total des habitants des Iles Britanniques, de la France, de la Belgique, de la Hollande, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, de la Suisse, d'Allemagne et d'Autriche vers 1860, nous trouvons un chiffre de 180,543,000 âmes; vers 1875 nous en trouvons 195,264,000.

La production du bétail est non-seulement insuffisante, mais on ne lui accorde pas tous les soins qu'elle exige. L'exposition internationale de bétail de 1878, à l'Esplanade des Invalides, était vraiment superbe dans son ensemble et tout témoignait que l'élevage a fait dans ces dernières années, d'une manière générale, des progrès considérables. Est-ce à dire qu'elle ait atteint la perfection? Non certes; bien des progrès sont encore à réaliser pour amener nos animaux à nous donner le maximum de profit; cela n'est pas le cas chez les grands et réputés éleveurs qui ont exposé à Paris, à plus forte raison cela manque-t-il chez la moyenne des cultivateurs. Non-seulement dans la plupart de nos races animales il manque encore de l'appropriation, de cette disposition spéciale à surtout bien faire dans telle ou telle fonction économique, à être plus spécialement animal de rente; mais beaucoup trop souvent on ne trouve chez l'éleveur que du commun et de l'ordinaire.

Nous ne voulons pas dire par là qu'il faille peupler nos étables de races perfectionnées et étrangères; non, la race locale de chaque pays, qui est à la fois un produit du climat et des conditions agronomiques locales, est celle qui répondra presque partout le mieux aux besoins économiques, si l'on a soin de veiller à un bon choix des reproducteurs et surtout à une bonne alimentation, si en un mot on cherche à la perfectionner. L'anglomanie devrait avoir fait son temps, et l'on devrait savoir que le Durham, comme le pur-sang, n'est

pas une panacée applicable à toutes les races, mais seulement à certaines races déjà elles-mêmes privilégiées. L'expérience a également prouvé que la culture intensive ne peut pas s'introduire partout et surtout pas par à coup.

Combien ne constatons-nous pas de laisser-aller dans les deux importantes questions des reproducteurs et du régime ! Combien n'avons-nous pas de communes, de provinces complètes, où le nombre de taureaux est insuffisant et où ces animaux sont mauvais, où bien des femelles restent forcément stériles et où les produits ont peu de valeur ! Les bons reproducteurs ne sont pas assez recherchés et dans bien des contrées la valeur de ceux-ci est en général fort peu au-dessus de la valeur intrinsèque de ces animaux pour le travail ou pour l'abattoir ; il y a même des pays où un bœuf de travail est plus cher qu'un taureau de la même race.

Combien n'avons-nous pas encore de prairies que l'on ne peut irriguer et où l'on ne fait pas de fourrages dans les années de sécheresse ! Combien loin sommes-nous encore de produire la plus grande quantité possible de fourrages, de demander au sol tout ce qu'il peut produire, de le cultiver rationnellement, d'user par exemple du labour profond et surtout de lui donner tout ce dont nous pouvons disposer d'engrais ! Combien en perdons-nous encore de ces derniers, qui vont couler à la rivière au lieu d'enrichir les champs ! Ici il faut compter autant la vidange que beaucoup de villes laissent perdre que le purin qui salit le ruisseau de la plupart des villages.

L'Europe continentale est par son mode de culture encore trop astreinte à la culture quasi-exclusive des céréales, et cependant son agriculture n'est pas arrangée pour les grands rendements ; l'on croit surtout encore trop au besoin de la jachère. La concurrence étrangère est facile dans ces conditions et celle des pays transatlantiques est particulièrement menaçante pour ces économies rurales attardées. Il faut la

balancer par une plus grande production de bétail basée sur la culture à la fois intensive et extensive des fourrages et des cultures sarclées. Il n'y a pas lieu d'abandonner la production en céréales; seulement avec plus de fumier naturel, celles-ci rendront plus sur une sole restreinte et l'engraissement pourra même en consommer une partie. L'engrais, surtout l'engrais naturel, est le talisman propre à combattre la crise qui actuellement nous enveloppe.

Quand l'on' aura réglé le régime des eaux, multiplié les routes, organisé le crédit et les contributions, l'agriculture sera moins liée à la motte de terre, moins victime des intempéries; le cultivateur alors pourra étendre son industrie spéciale, appliquer bien des faits scientifiques, spéculer sur un gain qu'aujourd'hui il n'attend que trop souvent du hasard ou de la grâce de Dieu. Aujourd'hui bien souvent, à mesure que les recettes diminuent, l'agriculture voit augmenter les impôts.

Ce qui manque surtout à la foule des cultivateurs et même des agronomes c'est l'esprit de calcul et de combinaison dans leurs opérations; souvent même il n'y a pas de comptabilité. Combien n'en voyons de cultivateurs qui croient qu'il faut surtout un grand nombre de bêtes dans une ferme, et qui ne savent suivre ce conseil si simple et si important de M. Villeroy, disant qu'il faut mesurer son chiffre de bétail d'après la quantité de fourrages disponibles; qu'il faut surtout et toujours bien nourrir son bétail, non pour que celui-ci s'entretienne en vie, mais pour qu'il produise en la plus grande quantité possible de la force motrice, de la chair, de la graisse, du lait, de la laine, du fumier, etc. Il faut d'une année à l'autre conserver un excédant de provisions, afin que les animaux ne souffrent jamais de la faim.

Une cause grave de la dépeçoration, de la production insuffisante d'animaux de boucherie, c'est le morcellement de la propriété, que des économistes ont considéré tour à

tour, les uns comme la ruine prochaine et irrémédiable de notre agriculture, d'autres comme le stimulant le plus énergique de progrès incessants. Nous devons cependant reconnaître avec M. Legoyt (1) qu'il est beaucoup de produits et des plus importants, que la grande propriété peut seule livrer à la consommation, et que le morcellement est particulièrement fatal à l'éleve du bétail et par suite à la production de la viande de boucherie. Or ce morcellement s'est accru précisément à une époque où, par suite du progrès rapide des agglomérations urbaines, le nombre des consommateurs de viande s'est étendu rapidement. C'est le morcellement de la propriété qui réduit les surfaces destinées à l'éleve du bétail et qui empêche nombre de petits propriétaires d'entretenir la vache traditionnelle et les force à la remplacer par des chèvres; qui force un certain nombre d'autres à entretenir des chevaux pour les travaux des champs.

Toutes les statistiques accusent une augmentation considérable dans le nombre des chèvres, qui se montrent ainsi réellement les vaches du pauvres. Cette augmentation est d'environ un demi-million pour la France en quinze ans, d'un million pour la Prusse en dix ans, de 24,000 pour le duché de Bade, de 20,000 pour la Suisse, de 15,000 pour l'Alsace-Lorraine, en vingt-cinq ans environ.

Pour ce qui est du trop grand nombre de chevaux, ou plutôt des animaux de travail, qu'il nous soit permis de reproduire le passage suivant du rapport de M. Tisserant, écrit à propos de l'enquête agricole faite en Alsace en 1869 (2). Ce qui est vrai pour l'Alsace, est malheureusement vrai aussi pour bien des pays de l'Europe occidentale.

« Le morcellement du sol et l'éparpillement des parcelles en petites fractions d'hectares, agissent défavorablement sur

(1) A. Legoyt. *La France et l'étranger*. Paris 1865.

(2) Enquêtes départementales. 13^e circonscription. Paris 1869.

le travail des attelages. Dans le Haut-Rhin, la population des animaux de travail équivaut à 34 ou 35,000 chevaux; la surface du département étant, en nombre rond, de 340,000 hectares de terres, près et vignes, c'est un cheval pour 7 hectares ou une dépense d'environ 59 fr. de travail d'attelage par hectare. Dans le Bas-Rhin, la dépense est encore plus forte, parce que la terre est plus divisée et morcelée. Il y a, en animaux de travail, l'équivalent de 60,000 chevaux, ce qui correspond à un cheval pour 4 hectares et demi de terres arables et de près, ou à 90 fr. de dépense pour le travail de chaque hectare de terre par les animaux. »

« L'effectif des animaux employés à fournir du travail est, dans le Bas-Rhin, de 37 p. 100 de la population totale (bœufs, vaches, taureaux et chevaux); dans le Haut-Rhin il est de 30 p. 100; en Saxe il n'est que de 17 p. 100; en Angleterre il est encore moindre. »

« Ainsi s'expliquent du même coup l'infériorité de la production animale de l'agriculture alsacienne et la cause de cette infériorité; on voit en même temps le progrès à accomplir. Si l'agriculture alsacienne se rapprochait seulement un peu, pour l'organisation du travail et de l'emploi de ses forces, de celle de la Saxe, qui est presque dans les mêmes conditions de sol et de climat, elle pourrait, en réduisant de un dixième seulement ses attelages, les remplacer par des animaux de l'espèce bovine et porcine, et avoir sans peine de 20,000 à 30,000 bonnes vaches laitières et autant de porcs de plus; elle accroitrait ainsi bien vite son produit brut de 10 à 12 millions de francs au moins en lait et en viande. On ne saurait pas trop le répéter, ce n'est pas à avoir beaucoup d'animaux qu'il faut viser en agriculture; c'est à avoir le plus de bêtes de rente possible, de bêtes productives, et le moins possible d'animaux de travail, c'est-à-dire le nombre strictement nécessaire pour faire les travaux en tirant le maximum d'effet utile de leurs forces. »

Pour combattre la dépecoration, il faut donc produire moins de chevaux communs et produire plus de bêtes bovines, dût-on faire avec celles-ci les travaux des champs. Avec plus de bétail, les terres recevront plus d'engrais et dès lors le rendement se trouvera augmenté dans les produits.

La multiplication des animaux, surtout celle des animaux de rente, a quelquefois été retardée par de fréquentes sécheresses, par des épizooties et trop souvent parce que les cultivateurs, alléchés par les hauts prix de la boucherie, ont laissé dégarnir outre mesure leurs étables, surtout en fait de jeunes bêtes. Les conséquences de la mortalité du bétail, si graves pour une culture morcelée et sans capitaux, pourraient être conjurées en partie par l'assurance, que nous voudrions même voir obligatoire contre les épizooties. L'assurance contre la mortalité du bétail n'a malheureusement encore reçu que des applications restreintes.

Il importerait aussi que le cultivateur fût édifié sur ce point, que la mortalité du bétail peut être considérablement réduite par une alimentation plus abondante et plus variée, par un moindre abus des forces des animaux, par une meilleure construction et surtout la ventilation des étables et écuries, en un mot par une hygiène plus intelligente.

Tous les économistes et agronomes sont d'accord pour dire que la prospérité de l'agriculture de l'Europe occidentale est entièrement subordonnée à l'accroissement du chiffre de bétail et à une plus grande part donnée à la production des fourrages. Les plus alarmistes reconnaissent que s'il y a encore de beaux jours à espérer pour l'agriculteur, ce sera surtout pour l'agriculteur éleveur.

Rappelons ici, sans nous y arrêter, que les gouvernements peuvent puissamment concourir à ce progrès en aidant au meilleur aménagement des eaux, en créant des canaux servant aux irrigations, en construisant des réservoirs dans les

vallées; le manque d'eau, en réduisant la récolte en fourrages, fait parfois plus de mal que la plus grave des épizooties; le cultivateur alors vend surtout le jeune bétail, l'avenir de ses étables. Les gouvernements peuvent encore aider en améliorant et multipliant les moyens de transport, non-seulement pour faciliter la circulation rapide du bétail, mais aussi pour recevoir rapidement et à bon compte les engrais chimiques, les amendements et surtout certaines substances alimentaires. L'effort principal, c'est aux cultivateurs à le tenter.

Les agriculteurs progressistes doivent s'efforcer de faire de plus en plus de la viande; en faisant du bétail, on est sûr de trouver toujours des consommateurs. Le temps n'est pas encore loin où les agriculteurs regardaient l'étable comme un mal, nécessaire à cause de la nécessité de se procurer du fumier; ils se plaignaient que le bétail ne peut être produit qu'à perte. Aujourd'hui tout le monde sait que les principaux bénéfices du plus grand nombre des exploitations viennent précisément de la production de la viande. Depuis quarante ans le prix de la viande a plus que doublé, et ce prix augmentera encore, parce que la consommation s'accroîtra plus vite que la production. Faisons donc de la viande partout et plus vite, et puisque par les bêtes bovines le progrès est lent, adressons-nous parallèlement à des animaux plus féconds, dont la chair est consommable plutôt; multiplions les porcs, les lapins, les oiseaux de basse-cour, tout en améliorant les bêtes bovines et ovines.

Jamais la concurrence étrangère ne pourra faire pour le bétail ce qui est arrivé pour la laine et le blé. Nous sommes ici complètement de l'avis de M. Hervé-Mangon, qui, dans une note qu'il a présentée récemment à la Société d'encouragement, s'est exprimé ainsi: « J'ai assez de confiance dans la puissance productive de notre sol pour ne pas m'inquiéter outre mesure de la concurrence que les viandes américaines ou les bestiaux de la Hongrie et de certaines parties de

l'Autriche ou de l'Italie, peuvent venir faire sur nos marchés à la production indigène; mais il ne convient pas de s'endormir dans une sécurité sans prévoyance, pour étudier à l'avance les solutions les plus conformes à l'intérêt général, et préparer, s'il y a lieu, les modifications à introduire dans nos exploitations rurales pour soutenir avec avantage la lutte contre la concurrence étrangère. »

Cette proposition de M. Hervé-Mangon coïncide assez avec celle de M. Lambl, qui considère comme urgent de constituer comme un observatoire, une agence agronomique, qu'il appelle *probatégraphique* (de πρόβατα, bétail), chargée de suivre les progrès de la dépeçoration, de voir comment on peut en borner les effets, et qui admet que les gouvernements doivent une organisation de ce genre à la fois aux producteurs et aux consommateurs. Une pareille agence pourrait peut-être marcher de front avec le service international des épizooties qu'il serait urgent de créer.

Nous sommes convaincu que la concurrence étrangère aura pour principal effet d'empêcher le prix de la viande de monter par trop haut, et loin d'être une cause de dépeçoration, en décourageant nos éleveurs, elle doit les stimuler; elle empêchera surtout que le public ne ressente par trop les effets de la dépeçoration. Les réserves en bétail que nous montrent la Russie, l'Amérique ou l'Australie, répondent à un besoin réel; elles viendront combler un vide qui se fait de plus en plus autour de nous et que nos efforts agricoles seuls ne pourront jamais empêcher.

Pour faire sûrement concurrence aux viandes transatlantiques, il faut surtout faire chez nous de la bonne viande, il faut revenir à l'engraissement rationnel du bétail. Nous ne demandons pas l'excès de graisse qui peut plaire aux Anglais, mais qui ne sied pas au restant de l'Europe; ce qu'il faut, c'est l'animal à la chair persillée et tendre qui donne la viande succulente et sapide. Dans ces derniers temps, on

payait moins la qualité que la quantité, et l'engraisneur n'était plus payé de sa peine; certains calculs qui permettent d'admettre que la viande de première qualité a augmenté dans une proportion de 20 à 42, montrent que celle de qualité inférieure a monté dans une proportion de 20 à 47. Il est facile de prouver, et nous l'avons fait ailleurs (1), que très souvent les viandes des dernières catégories se payent bien au-dessus de leur valeur, tandis que la viande de choix ne se paye pas en proportion.

Nous partageons entièrement l'opinion de M. de Felcourt, rapporteur au Congrès agricole international de 1878, quand il dit (2) que « jamais les pays transatlantiques ne pourront fournir la marchandise dans les bonnes conditions où la fournit l'Europe, et dès lors nos éleveurs n'ont pas à redouter pour la viande cette concurrence étrangère qui a été si terrible pour la laine et le blé. Jamais l'on n'aura assez de moyens de transport pour arriver à déverser sur nos ports une quantité de viande suffisante pour ruiner l'élevage européen, et ces moyens de transport seront toujours coûteux. »

D'après M. Eugène Marie, le fret d'un animal sur pied, de New-York à Liverpool, se calcule généralement aujourd'hui à raison de 212 fr. 50 c., tout compris, tandis que les frais de transport afférents à la viande abattue provenant du même animal ne dépasseraient pas 37 fr. 50 c. Mais une viande de dix jours, quoique conservée au froid, ne pourra sur nos marchés concourir avec la viande fraîche; quoique non gelée, elle sera mollassse et infiltrée, à odeur fade, aura comme subi une fermentation; elle peut convenir dans les pays où l'on consomme surtout le bœuf rôti, comme *beefsteack* ou *roastbeef*, mais sera de vente difficile là où l'on aime le bouilli. Encore ne parlons nous ici que de la belle viande des

(1) Zündel. *De la viande au point de vue alimentaire*. Strasbourg 1875.

(2) Annuaire de la Société des agriculteurs de France, 1878, p. 33.

États-Unis ou du Canada. La viande des troupeaux des Pampas, où les animaux sont capturés et abattus sans distinction d'âge et d'engraissement, manquant déjà par cela même de la succulence, sera toujours un article de basse boucherie.

Les causes qui commandent ces importations de viandes étrangères sont tellement dominantes, elles répondent à un besoin économique tellement naturel et forcé, qu'elles ne seront que fort peu influencées par les droits protecteurs dont quelques-uns pensent entourer la production indigène. Ce n'est pas un droit de 25 ou même de 50 francs par tête de bétail qui empêchera la spéculation de nous amener les animaux étrangers, et il aura pour unique effet de rendre la viande plus chère pour les consommateurs. Quand nous voyons aujourd'hui les marchands faire faire à leurs troupeaux des détours de quelques centaines de kilomètres pour éviter quelque frontière malencontreusement fermée pour cause de peste bovine, quand nous les voyons risquer leur fortune pour certaines contrebandes, nous pouvons être convaincus qu'ils ne seront pas arrêtés par un droit quelconque, que jamais l'on ne pourra faire assez fort.

N'essayons pas d'enrayer un mouvement naturel, mais suivons-le et conformons nos opérations avec lui. N'oublions pas le mot de l'illustre Bacon : *Non nisi parendo natura vincitur*; ce n'est qu'en leur obéissant qu'on devient maître des lois naturelles.

Le grand moyen d'empêcher la concurrence étrangère d'avoir des effets funestes sur la production indigène, serait d'augmenter le nombre des consommateurs, de permettre à ceux-ci de payer largement la marchandise; il faudrait pouvoir créer l'aisance en donnant partout au commerce et à l'industrie le plus grand développement possible, en organisant le travail, en créant à l'agriculture des débouchés; celle-ci à son tour consommerait alors ce que l'industrie aujourd'hui produit en excès.

L'industrie et l'agriculture sont deux sœurs destinées à s'entr'aider, quand, suivant les termes de Fourier, elles pourront se développer avec la science la plus large, l'ordre le plus parfait et la liberté la plus absolue.

A ce propos, nous ne pouvons nous refuser à transcrire ici ce qu'écrivait il y a peu de temps M. Eugène Rislér à propos de la crise cotonnière(1) et de l'excès de production qui, tout le monde le reconnaît, en est la cause.

« Il faut ralentir la production et développer la consommation. Or quels sont les consommateurs de tissus? Ce sont les producteurs des autres industries et les producteurs agricoles.

« La plupart des autres industries sont aussi plus ou moins souffrantes : variations de la mode, rareté des matières premières, fermeture du marché américain par le système protectionniste, guerre d'Orient, achèvement des réseaux de chemins de fer les plus productifs, etc.; il y a pour chacune d'elles des causes spéciales ou temporaires, mais la cause générale du malaise qu'elles éprouvent est, comme pour l'industrie cotonnière, l'excès de production.

« Reste l'agriculture. C'est elle seule qui peut, en se développant, fournir plus de consommateurs à l'industrie manufacturière.

« Depuis trente à quarante ans, une grande partie des hommes et des capitaux, formés dans les campagnes, les ont abandonnées pour venir se concentrer dans les villes. Ils ont eu raison, tant qu'ils y ont réellement trouvé du profit; mais peut-être se sont-ils déjà fait beaucoup d'illusions sous ce rapport; et, dans tous les cas, la période des gros dividendes donnés par les chemins de fer, par les usines, les manufactures et les constructions dont ils ont favorisé le développement dans les grandes villes, est arrivée à son terme ou n'en

(1) *Temps* du 8 septembre 1878.

est pas éloignée pour les affaires les plus brillantes. Tant qu'il est resté dans des limites rationnelles, tout ce développement a produit une grande augmentation de richesses, dont tout le monde a profité, les ouvriers aussi bien que les fabricants et les capitalistes ; mais s'il est poussé trop loin, il cesse de produire ses effets bienfaisants. Or, il a été poussé trop loin, il y a rupture d'équilibre entre la production agricole et la production industrielle. Telle est, à nos yeux, la cause principale de la crise économique que nous traversons.

« Depuis un demi-siècle, nous nous sommes trop occupés des moyens d'habiller, de loger (dans les villes du moins), de chauffer, de transporter et d'amuser nos semblables ; — je pourrais ajouter que nous nous sommes aussi trop occupés des moyens de les détruire et pas assez des moyens de les instruire ; mais je tiens à ne pas sortir du domaine économique : — occupons-nous dorénavant un peu plus des moyens de les nourrir ; et, quand nous aurons de quoi en nourrir davantage, les fabricants de tissus en auront également plus à habiller. Des consommateurs qu'il suffirait d'habiller et qu'il ne serait pas nécessaire de nourrir ne seraient pas des hommes ; ce seraient des poupées.

« L'équilibre rompu se rétablira peu à peu. Le reflux des forces productives vers l'agriculture, commence d'une manière en quelque sorte inconsciente ; mais il vaut mieux se rendre un compte exact des choses, d'abord pour ne pas s'alarmer outre mesure d'une crise qui n'est après tout qu'une des oscillations inévitables du progrès économique, et ensuite pour y conformer l'emploi des capitaux et y préparer les nouvelles générations de travailleurs. »

L'agriculture est et reste la meilleure base de la prospérité manufacturière et commerciale, elle est le fondement de la vie humaine, la source de tous les vrais biens ; elle ne saurait donc rester plus longtemps stagnante dans sa production. Elle doit redevenir la mère nourricière du pays, et

elle le sera toujours et surtout en produisant de la viande, cet aliment des peuples forts, comme l'appelait L. Cruveilhier, quand il disait « que le grand combat du travail et de l'industrie, beaucoup plus intéressant que les luttes sanglantes des Césars et des Alexandre, exige surtout une restauration suffisante des forces (1)... Le rapport de l'alimentation et du travail est tel, qu'on pourrait mesurer la vigueur musculaire et la force productive d'un peuple par la quantité de viande qu'il consomme annuellement. »

L'élevage du bétail est encore la branche agricole qu'écrasent le moins les divers impôts directs et indirects, et comme nous l'avons dit, celle qui promet le plus sûrement la rente à l'agriculture. Comme disait Jacques Bujault (2) : « Une ferme sans bétail est une cloche sans batail ; — et le fermier travaillera tout son soûl, sans faire sonner les pièces de cent sous. » « C'est la vérité, ajoute, dans son style si simple et si convaincu, le laboureur de Chaloue ; le bétail est le nerf de la culture. Je suis vieux ; j'ai vu bien des fermiers s'enrichir par le bétail, et beaucoup se ruiner avec la charrue ; si le bétail est une machine à fumier, il est aussi une machine à argent ; seulement l'amélioration des animaux est dans l'abondance de la nourriture. »

(1) L. Cruveilhier. *Hygiène générale*. Paris 1862.

(2) Œuvres de Jacques Bujault. Paris 1864.



